



Accord-cadre mixte mono-attributaire de Services













**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS EDITORIALES POUR LA
CMA NOUVELLE-AQUITAINE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

MARCHE N° 2025-012

Procédure : Appel d'offres ouvert

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	Accord-cadre mixte mono-attributaire de services <u>Objet:</u> ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS EDITORIALES POUR LA CMA NOUVELLE-AQUITAINE
	<u>Acheteur:</u> Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine 46 rue du Général de Larminat CS81423 33073 - BORDEAUX
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Prestations Intellectuelles.
	Région Nouvelle-Aquitaine
	L'accord-cadre n'est pas alloti.
	La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois.
	Le marché est à prix unitaires (partie à bons de commande) et forfaitaires (partie à marchés subséquents).
	L'accord-cadre est révisable.
	<u>Tranches:</u> L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches. <u>Prestations similaires:</u> Sans objet
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP).....	1
MARCHE N° 2025-012	1
PARTIE 1. PRÉAMBULE	4
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR	4
ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3. DURÉE	4
ARTICLE 4. ACCORD-CADRE.....	5
4.1. TYPE D'ACCORD-CADRE	5
4.2. MODALITES D'EXECUTION	5
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 6. ASSURANCES.....	6
ARTICLE 7. INTERVENANTS.....	6
7.1. SOUS-TRAITANCE	6
7.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	7
PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	8
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	8
8.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX.....	8
8.2. VARIATION DES PRIX.....	8
ARTICLE 9. AVANCE.....	9
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE.....	9
ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT.....	9
11.1. DELAI DE PAIEMENT.....	9
11.2. FACTURATION	10
PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION	11
ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	11
ARTICLE 13. DÉVELOPPEMENT DURABLE	11
ARTICLE 14. CLAUSE DE REEXAMEN.....	11
ARTICLE 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	12
ARTICLE 16. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....	14
ARTICLE 17. OBLIGATIONS RELATIVES AU DROIT A L'IMAGE	14
PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE	16
ARTICLE 18. RÉCEPTION	16
ARTICLE 19. DÉLAI DE GARANTIE	16
PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES.....	17
ARTICLE 20. OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNÉES PERSONNELLES.....	17
PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	19
ARTICLE 21. PÉNALITÉS ET PRIMES.....	19
ARTICLE 22. LITIGES ET DIFFÉRENDS	19
PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG	20
11.1. CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	20

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur, qui sera indiqué dans chaque commande.

ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Objet des services : ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS EDITORIALES POUR LA CMA NOUVELLE-AQUITAINE.

La présent marché a pour objet des prestations éditoriales, principalement pour la réalisation de magazines et de brochures d'information destinés aux principaux publics cibles de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle-Aquitaine (CMA NA).

Lieu de prestation du service : Région Nouvelle-Aquitaine

Le montant de commande du marché initial et de chaque reconduction est limité à 60.000 € HT.

ARTICLE 3. DUREE

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La durée de l'accord-cadre commence à courir à partir de la notification.

Délai d'exécution :

Le délai d'exécution sera fixé au sein de chaque bon de commande.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. ACCORD-CADRE

4.1. Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mixte mono-attributaire de services.

4.2. Modalités d'exécution

1. Bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par bons de commande pour l'ensemble des prestations prévues au BPU.

A la survenance du besoin, l'acheteur transmet au titulaire un bon de commande. La notification du bon de commande vaut engagement à réaliser la prestation.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il restera valide jusqu'à la bonne réalisation des prestations commandées.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date de réalisation des prestations ;
- les lieux d'exécution des prestations le cas échéant ;
- la nature exacte de la prestation (au vu des pièces du contrat) ;
- le montant du bon de commande ;
- les conditions particulières d'exécution.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

2. Marchés subséquents

Des prestations complémentaires non prévues mais néanmoins indispensables à la mise en œuvre des projets entrant dans l'objet du marché pourront être commandées au titulaire par le biais de marchés subséquents.

La demande sera transmise à l'interlocuteur privilégié par un mail qui explicitera le contenu et le délai maximum de réalisation de la prestation (ne pouvant être inférieur à 4 semaines).

Le titulaire aura 10 jours ouvrés pour accepter ou refuser la demande.

En l'absence de justification ou de réponse, une pénalité de 500 € pourra être appliquée au titulaire concerné.

En cas de refus, l'acheteur sera exonéré de l'exclusivité due au titulaire et pourra, pour la prestation refusée exclusivement, contractualiser avec un autre prestataire.

Le marché subséquent prendra la forme d'un bon de commande, l'émission de ce bon de commande vaut notification du marché. Ce document mentionnera à minima, outre les informations obligatoires précisées à l'article 7.1 du présent document, le numéro de l'accord-cadre et le numéro de lot concerné, le numéro du marché subséquent (sur la base du numéro de marché - numéro de lot / MS + numéro de marché subséquent. Exemple : 2025-012/MS01).

Les marchés subséquents pourront être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, et resteront valides jusqu'à réalisation complète des prestations.

Le recours aux marchés subséquents est limité à **20%** du montant maximum annuel de l'accord-cadre, soit 12 000 €HT par période d'exécution.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG prestations intellectuelles, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- Acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI) (*)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le mémoire technique et ses éventuelles annexes
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 6. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 7. INTERVENANTS

7.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

7.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base d'une partie unitaire pour la partie à bons de commandes, et d'une partie forfaitaire pour la partie à marchés subséquents.

Pour les prestations prévues au BPU, l'accord-cadre s'exécute par bons de commande, selon les prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

Des prix forfaitaires sont appliqués aux besoins relevant des marchés subséquents, ne pouvant être satisfait par l'émission de bons de commande sur la base du BPU.

L'accord-cadre est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

8.2. Variation des prix

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : *annuellement à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre.*

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de avril 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés à la date de reconduction du marché par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

$$Cn = (I(n) / I(o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- **I= CPF 70.21 : index de référence INSEE « Services de relations publiques et communication - Base 2021 » (Identifiant 010766719)**
- « n » : mois qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.
- Index I(n) : valeur du dernier index définitif de référence mis en ligne (DML) au 1er jour du mois n.
- Index I(o) : valeur de l'index de référence au mois zero

Le coefficient (Cn) est arrondi au millième de la manière suivante :

- si la 4ème décimale est inférieure à 5, le millième est inchangé,
- si la 4ème décimale est supérieure ou égale à 5, le millième est augmenté d'une unité

Les prix du marché, après application du coefficient, seront arrondis de la manière suivante :

- si la 3ème décimale est inférieure à 5, le centième est inchangé,
- si la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, le centième est augmenté d'une unité

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

La révision des prix s'appliquera aux prix en fonction de la date de service fait.

Le titulaire du marché devra envoyer dans les 15 jours précédant la nouvelle période d'application du BPU, le détail de son calcul du coefficient Cn avec les justificatifs afférents pour le calcul de la formule, à l'adresse cmar-marches@cma-nouvelleaquitaine.fr

En cas d'erreur de calcul sur le coefficient transmis par le titulaire, l'acheteur donnera un délai de 5 jours au titulaire pour corriger ces éléments.

Il appartiendra au titulaire de calculer la variation des prix et d'indiquer sur sa facture son coefficient Cn et le montant de la variation des prix, faute de quoi la facture sera rejetée.

ARTICLE 9. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT

11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

M. Le Trésorier de la CMA NA
Comptable assignataire
Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine
46 rue du Général de Larminat
CS81423
33073 BORDEAUX
Tél. : 0557225722

11.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine

SIRET : 13002792300015

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date d'exécution des services ;

7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;

8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Il devra déposer ses factures à l'aide des numéros SIRET suivants :

Département	Entité acheteuse	SIRET
Siège	CMA Nouvelle Aquitaine	13 002 792 300 015

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Protection des données à caractère personnel du titulaire

Les informations recueillies dans le cadre du présent contrat, font l'objet d'un traitement informatique par la CMA NA pour les finalités suivantes : exécution administrative, technique et financière du contrat, informations relatives à la CMA.

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont la CMA NA est investie.

Le ou les destinataire(s) des données sont des personnes habilitées par la CMA NA à raison de leurs attributions ou de leur droit à connaître de ces données pour l'exercice de leurs missions. Les données collectées sont uniquement destinées à un usage interne et ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution de la finalité du traitement, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales, soit 10 ans à compter de la date de fin d'exécution du contrat.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, le titulaire dispose pour les traitements le concernant, de droits d'accès aux données, de rectification, d'opposition, à l'effacement ou à la limitation ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Le titulaire peut exercer ces droits en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse mail suivante : dpo@cma-nouvelleaquitaine.fr Pour en savoir plus, le titulaire peut consulter ses droits sur le site de la CNIL.

ARTICLE 13. DEVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

ARTICLE 14. CLAUSE DE REEXAMEN

Clause de réexamen :

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra réexaminer le marché dans les cas suivants :

- En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

- A la suite d'une opération de restructuration ou de reprise du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou

équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.

- En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants du marché, à montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement), la modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie d'Ordre de Service ou de Certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière signée par tous les membres du groupement
- En cas de mise en œuvre de la clause de réexamen prévue par le CCAG du marché, les dispositions de la circulaire du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques seront prise en compte pour le calcul de la prise en charge du surcoût financier. Ce réexamen sera mis en œuvre par le biais d'un avenant.
- En cas de demande de versement de l'avance par un opérateur qui l'avait initialement refusée, un certificat administratif, auquel sera joint le courrier ou mail de l'opérateur la demandant, actera cette modification de l'article concerné dans l'acte d'engagement ou acte de sous-traitance concerné, afin d'en permettre le versement.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché si les conditions précitées sont remplies.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique.

ARTICLE 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, le titulaire du marché cède à titre exclusif à la CMA-NA, conformément à l'article L. 131-3 du code de la propriété intellectuelle, l'intégralité des droits d'auteur sur l'ensemble des réalisations de production éditoriales, et l'ensemble des productions réalisées dans le cadre du présent marché. Ces droits cédés à l'acheteur sont compris dans les prix des prestations indiqués au bordereau des prix unitaires ou au marché subséquent.

Ces prestations sont désignées dans le présent article, conformément à l'article 32 du CCAG-PI, sous l'appellation de « résultats ».

➤ Etendue des droits cédés

Le titulaire du marché cède à l'acheteur les droits d'exploitation afférents aux résultats, à titre exclusif et pour le monde entier, à compter de la livraison des conceptions finalisées, pour une durée totale de 5 années.

A ce titre, le titulaire du marché cède à l'acheteur le droit de reproduire, représenter, communiquer, adapter, modifier, arranger, et exploiter notamment par voie de sous cession les résultats, ensemble ou séparément, en tout ou en partie.

Le droit de reproduction s'entend du droit de reproduire ou de faire reproduire, d'enregistrer ou de faire enregistrer, d'adapter ou de faire adapter, sans limitation de nombre les résultats, en tous formats, par tous moyens et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour.

Le droit de reproduction comprend également le droit de mettre à disposition du public les résultats sur tous supports et par tous moyens.

Le droit de représentation s'entend du droit de communiquer au public, d'exposer, de représenter ou de faire représenter les résultats, ensemble ou séparément :

- Par tous moyens et tous procédés techniques connus et inconnus à ce jour ;
- Sur tous réseaux informatiques, numériques, télématiques et de télécommunications, par voie de télédiffusion et par tous moyens inhérents à ce mode de communication ;
- Dans toutes salles réunissant du public, payant ou non, et notamment les salles de cinéma ou de concert ;

Le droit de représentation comprend également le droit de mettre ou de faire mettre en circulation les originaux, doubles ou copies, en version physique et/ou version numérique des résultats pour toute mise à disposition et communication au public.

Dans tous les cas, les résultats pourront avoir été préalablement reproduits dans les conditions définies au paragraphe relatif au droit de reproduction.

Le droit d'adaptation, de modification et d'arrangement s'entend du droit de modifier les résultats et notamment de les retoucher, de les recadrer ou de les intégrer au sein d'autres œuvres, d'adapter les résultats sous forme d'éléments d'une œuvre collective ou d'une œuvre composite, et notamment :

- Le droit d'intégrer et d'adapter les résultats dans une œuvre multimédia ou audiovisuelle
- Le droit d'intégrer dans une base de données ou dans tout programme informatique ou d'adapter sous forme de base de données les vidéos.

Dans tous les cas, les résultats adaptés, modifiés ou arrangés pourront être reproduits ou représentés dans les conditions définies au présent article. Le droit d'adaptation, de modification et d'arrangement s'exerce dans le respect du droit moral de l'auteur.

➤ **Exploitation**

La cession des droits est consentie par le titulaire du marché à l'acheteur pour toute exploitation ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, à des fins commerciales ou non, des résultats dans le cadre d'outils de communication, actuels ou à venir, de l'acheteur que l'exploitation des résultats soit interne ou externe, qu'elle ait lieu en France ou à l'étranger, à titre gratuit par l'acheteur ou un tiers.

Les droits objets de la présente cession seront exploités dans le cadre de divers projets de l'acheteur. Le prestataire garantit que les prestations fournies sont originales et qu'elles ne portent pas atteinte aux droits de tiers.

Dans le cas où le titulaire choisit de revendiquer son droit de paternité sur ses productions, il doit en informer l'acheteur et obtenir son autorisation pour en définir les modalités d'application.

➤ **Garanties**

Conformément à l'Article 35.4.2 du CCAG PI, 35.4.2., le titulaire garantit à l'acheteur, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables au marché ;
- qu'il indemnise l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations des articles 33 et 35 aurait porté atteinte. Si l'acheteur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux stipulations des articles 33 et 35, ils en informent sans délai le titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire
- dans ces hypothèses, qu'il apporte à l'acheteur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;

- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que l'acheteur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l'acheteur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations des articles 33 et 35, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Le titulaire garantit les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'acheteur, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non.

Le titulaire garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables au marché.

Sur simple demande, le titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à l'acheteur de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que l'acheteur a fournies au titulaire pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'acheteur ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par l'acheteur ou à sa demande expresse.

Le titulaire dégage l'acheteur de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du titulaire.

ARTICLE 16.OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

L'ensemble des informations, documents quel qu'en soit le support, mis à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doivent être considéré comme confidentiel au sens et dans les conditions de l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable de l'acheteur. L'utilisation de tout ou partie des prestations ou des dispositifs informatiques ou contenus à des fins de démonstration ou de promotion, sans accord préalable de l'acheteur est interdite.

Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché. Le titulaire a accès aux logiciels et bases de données à caractère personnel faisant l'objet de déclaration à la CNIL. Il se conforme aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG-PI.

ARTICLE 17.OBLIGATIONS RELATIVES AU DROIT A L'IMAGE

Le Titulaire garantit à la CMA NA avoir obtenu toutes les autorisations, et droits divers nécessaires à l'exploitation des résultats livrés par le titulaire.

Sont concernés notamment tous les droits à l'image des différentes personnes présentes et identifiables lors de la production, ou sur les résultats.

Le titulaire aura obtenu les droits éventuels concernant des lieux, monuments, bâtiments ou sites spécifiques.

Pour chaque production impliquant des personnes identifiables, le titulaire est responsable de la création et de la gestion des formulaires de consentement des droits à l'image, assurant que tous les participants aient signé avant le début de la production. Ces documents doivent être conservés de manière sécurisée pour une durée déterminée, conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données ».

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 18.RECEPTION

Par dérogation à l'article 28 du CCAG, l'acheteur procédera aux vérifications et notifiera sa décision au titulaire par mail.

ARTICLE 19.DELAI DE GARANTIE

Sans objet.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 20. OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNEES PERSONNELLES

Protection des données à caractère personnel :

Obligations générales :

A compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016). Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte du pouvoir adjudicateur responsable du traitement, s'engage à :

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite du pouvoir adjudicateur ;
- Collecter et traiter les données conformément aux instructions données par le pouvoir adjudicateur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du Règlement Général sur la Protection des Données.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

Sous-traitance :

Le titulaire peut, avec l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'information transmise au pouvoir adjudicateur indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément au présent article.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant le pouvoir adjudicateur.

Droit d'information des personnes concernées :

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec le pouvoir adjudicateur.

Exercice des droits des personnes :

Le titulaire s'efforce de fournir, au pouvoir adjudicateur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur et dans les délais prévus par le Règlement Européen sur la Protection des Données, aux demandes des personnes

concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

Notification des violations de données à caractère personnel :

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Assistance du titulaire dans le cadre du respect par le pouvoir adjudicateur de ses obligations :

Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par le pouvoir adjudicateur ou par un tiers mandaté.

Mesures de sécurité :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Registre des catégories d'activités de traitement :

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte du pouvoir adjudicateur conformément au Règlement général sur la protection des données.

Sort des données :

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au pouvoir adjudicateur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 21. PENALITES ET PRIMES

Pénalité journalière pour le retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, l'application de pénalité se fait sur simple constatation du manquement, sans mise en demeure préalable du titulaire.

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités pour retard commencent à courir, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 du CCAG-PI. Elles sont encourues du simple fait de la constatation du retard par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard, ni aucun plafonnement.

Si le montant cumulé des pénalités depuis le début de l'exécution de l'accord-cadre atteint 10 % du montant maximum annuel HT de l'accord-cadre, la CMA NA se réserve le droit de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire.

La nature et le montant des pénalités auxquelles le titulaire s'exposerait en cas de non-respect des dispositions du présent accord-cadre, et de l'ensemble des délais d'exécution prévus dans les CCTP et la présent CCAP, sont les suivants : **Pénalité journalière (calendaire) forfaitaire de 200 €HT.**

Pénalité forfaitaire :

Absence de réponse sans justification à la sollicitation pour répondre à un marché subséquent : **500 €HT**

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 22. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG des marchés publics de Prestations Intellectuelles.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux

Tél. : 0556993800

Fax : 0556243903

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

CCIRA de Bordeaux

Tél. : 0555122047

Fax :

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Prestations Intellectuelles.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Prestations Intellectuelles.

Il est dérogé à l'article 28 du CCAG Prestations Intellectuelles.

Il est dérogé à l'article 35 du CCAG Prestations Intellectuelles.

II.1. CONTRAT DE PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire aura complété le contrat de données personnelles annexé au CCAP.